Spedizione in abbonamento postale

Anno 93° — Numero 195

GAZZETTA UFFICIALE DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

ROMA - Sabato, 23 agosto 1952

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516
Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516
Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale„ veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa „) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa „) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 30 luglio 1952, n. 1088.

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo italo-franco-belga in materia di assicurazioni sociali, firmato a Parigi il 19 gennaio 1951.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo italo-franco-belga in materia di assicurazioni sociali, firmato a Parigi il 19 gennaio 1951.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo suddetto a decorrere dalla data della sua entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 30 luglio 1952

EINAUDI

DE GASPERI — RUBINACCI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

Convention entre la Belgique, la France et l'Italie tendant à étendre et à coordonner l'application aux ressortissants des trois pays des législations belge et française sur la sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales.

Les Gouvernements de la Belgique, de la France et de l'Italie,

Affirmant à nouveau le principe de l'égalité de traitement de leurs nationaux au regard des législations belge et française de sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales;

Considerant l'intérêt qu'il y a à permettre aux ressortissants de chacune des Parties Contractantes de conserver les avantages attachés à ces législations dans les conditions prévues par les conventions bilatérales de sécurité sociale, quel que puissent être les déplacements qu'ils sont amenés à effectuer entre les territoires des Parties Contractantes;

Désireux de conclure une Convention à cet effet;

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1

a) Dans les limites des dispositions de la présente Convention, les dispositions de chacune des Conventions bilatérales intervenues respectivement entre la Belgique et la France le 17 janvier 1948, la France et l'Italie le 31 mars 1948, la Belgique et l'Italie le 30 avril 1948, ainsi que les accords de tous ordres pris dans le cadre de ces conventions, sont applicables aux ressortissants de l'une quelconque des Parties Contractantes qui sont ou ont été soumis aux législations de sécurité sociale de ces Parties.

b) Dans la présente Convention, par « ressortissants », « territoires », « législations de sécurité sociale, des assurances sociales et des prestations familiales », et « autorités compétentes », il convient d'entendre les ressortissants, les territoires, les législations de sécurité sociale, des assurances sociales et des prestations familiales et les autorités compétentes des Parties Contractantes au sens des conventions bilatérales en vigueur.

Article 2

a) Dans le cas où l'application des conventions bilatérales comporte une totalisation des périodes d'assurance, les périodes d'assurance accomplies dans les trois Parties Contractantes, y compris les périodes reconnues équivalentes à des périodes d'assurance, sont totalisées à la condition qu'elles ne se superposent pas, tant en vue de la détermination du droit aux prestations qu'en vue du maintien ou du recouvrement de ce droit.

b) Lorsque la législation de l'une des Parties Contractantes subordonne l'octroi de certains avantages à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession soumise à un régime spécial d'assurance, ne sont totalisées, conformément aux dispositions du paragraphe *a*) du présent article, pour l'admission au bénéfice de ces avantages, que les périodes d'assurance accomplies sous le ou les régimes spéciaux correspondants des deux autres Parties. Néanmoins, si, dans le territoire de l'une des Parties Contractantes, il n'existe pas, pour la profession, de régime spécial, les périodes d'assurance accomplies dans ladite profession aux termes de l'une des législations visées au paragraphe *a*) ci-dessus sont cependant totalisées.

c) Dans le cas où les périodes d'assurance à totaliser sont déterminées suivant des règles différentes d'après les diverses conventions bilatérales applicables, la période d'assurance à prendre en considération au titre de la législation de chaque Partie est fixée en faisant application de la formule la plus favorable pour le ressortissant intéressé, contenue dans les diverses conventions bilatérales que ladite Partie a conclues et qui sont applicables en l'espèce.

Article 3

a) Les avantages auxquels un ressortissant peut prétendre au titre de l'assurance vieillesse ou de l'assurance décès (pensions), en vertu de la législation de sécurité sociale de l'une quelconque des Parties Contractantes, sont déterminés, en principe, en fixant le montant des avantages auxquels ce ressortissant aurait droit si la totalité des périodes d'assurance visées à l'article 2 avait été effectuée aux termes de la législation de chacune des Parties Contractantes à laquelle l'assuré s'est trouvé soumis.

b) Chaque Partie Contractante détermine, d'après la législation qui lui est propre, compte tenu de la totalité des périodes d'assurance et sans distinction du territoire où elles ont été accomplies, si ce ressortissant réunit les conditions requises pour avoir droit aux avantages prévus par cette législation.

c) Chaque Partie Contractante détermine, pour ordre, le montant de la prestation en espèces à laquelle ce ressortissant aurait droit si toutes les periodes d'assurance totalisées avaient été accomplies exclusivement sous sa propre législation et fixe le montant de la prestation due au prorata de la durée des périodes accomplies sous ladite législation.

d) Lorsque ce ressortissant, compte tenu de la totalité des périodes d'assurance visées à l'article 2, ne remplit pas, au même moment, les conditions exigées par les législations de toutes les Parties Contractantes intéressées, son droit à prestation est établi au regard de chaque législation, dès lors qu'il remplit les conditions définies par celle-ci.

Article 4

a) Tout ressortissant, au moment où s'ouvre son droit aux avantages visés à l'article 3, peut renoncer à se prévaloir des dispositions de l'article 2 de la présente Convention. Les avantages auxquels il peut prétendre, au titre de la législation de l'une quelconque des Parties Contractantes, sont alors (*i*) soit liquidés séparément par les organismes intéressés indépendamment des périodes d'assurance ou reconnues équivalentes, accomplies conformément à la législation d'une ou de deux des Parties Contractantes (*ii*), soit liquidés conformément à la ou aux conventions bilatérales intervenues.

b) Le ressortissant a la faculté d'exercer à nouveau une option entre l'application de l'article 2 et celle du présent article, lorsqu'il a un intérêt à le faire (*i*), soit par suite d'une modification dans la législation de l'une des Parties Contractantes, ou du transfert de sa résidence du territoire de l'une des Parties Contractantes dans le territoire d'une autre (*ii*), soit, dans le cas prévu à l'article 3, paragraphe *d*), au moment où s'ouvre pour lui un nouveau droit à prestation au regard de l'une des législations qui lui sont applicables.

Article 5

Si, d'après la législation de l'une des Parties Contractantes, la liquidation des prestations tient compte du salaire moyen de la période entière d'assurance ou d'une fraction de ladite période, le salaire moyen pris en considération pour le calcul des prestations à la charge de cette Partie est déterminé d'après les salaires constatés pendant la période d'assurance accomplie en vertu de la législation de ladite Partie.

Article 6

Lorsqu'un ressortissant a été soumis aux législations des trois Parties Contractantes et que les conventions bilatérales intervenues entre ces Parties n'ont pas eu pour effet de mettre à la charge des institutions d'une seule Partie les pensions d'invalidité, les pensions ou fractions de pensions à la charge des institutions de chacune des Parties Contractantes seront déterminées conformément aux dispositions des articles 3 et 5 de la présente Convention, les pensions d'invalidité étant alors traitées comme des avantages et prestations au sens de ces articles.

Article 7

Tout droit acquis, qui, en vertu d'une convention bilatérale, serait maintenu aux ressortissants visés par cette convention bilatérale dès lors qu'ils résident sur le territoire de l'une ou de l'autre des deux Parties Contractantes, est conservé aux ressortissants visés par la présente Convention tant que ceux-ci résident sur le territoire de l'une quelconque des trois Parties Contractantes.

Article 8

Sauf en ce qui concerne l'assurance vieillesse ou l'assurance décès (pensions) d'une part, et l'assurance invalidité des ouvriers mineurs lorsqu'elle donne lieu à répartition de la charge, d'autre part, ni les conventions citées à l'article 1er ni la présente Convention ne peuvent conférer ni maintenir à une personne quelconque, le droit de bénéficier, dans les pays intéressés, de prestations de même objet ou de prestations se rapportant à une même période d'assurance.

Des arrangements entre les autorités compétentes des trois Parties Contractantes détermineront les règles selon lesquelles chacune des prestations couvertes par les conventions en cause sera attribuée en application de ce principe.

Article 9

a) Des arrangements entre les autorités compétentes des Parties Contractantes fixeront, le cas échéant, les mesures nécessaires à l'application de la présente Convention.

b) Tout différend venant à s'élever entre deux ou entre les trois Parties Contractantes concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention sera résolu par voie de négociation directe.

c) Si ce différend ne peut être ainsi résolu dans un délai de trois mois à dater du début de la négociation, il sera soumis à l'arbitrage d'un organisme dont la composition sera déterminée par un accord entre les Parties Contractantes; la procedure à suivre sera établie dans les mêmes conditions.

d) La décision de l'organisme arbitral sera prise conformément aux principes fondamentaux et à l'esprit de la présente Convention; elle sera obligatoire et sans appel.

Article 10

a) Les prestations dont le service avait été suspendu en application de la législation de l'une des Parties Contractantes en raison de la nationalité ou de la résidence des intéressés seront rétablies sous réserve de l'application du paragraphe *c*).

Les prestations qui n'aurait pu être attribuées aux intéressés pour la même raison seront liquidées et servies dans les mêmes conditions.

b) Les droits antérieurement liquidés ainsi ceux qui ont été rétablis ou liquidés en application du paragraphe précédent seront été révisés en vue d'en rendre la liquidation conforme aux stipulations de la présente Convention.

Si les droits antérieurement liquidés ont fait l'objet d'un réglement en capital, il n'y a pas lieu à révision.

c) Les prestations dues en vertu des paragraphes *a*) et *b*) seront servies à compter de la mise en vigueur de la présente Convention lorsque la demande de révision aura été formulée dans le délai d'un an à compter du premier jour du mois suivant celui au cours duquel aura été déposé le dernier instrument de ratification.

d) Pour les droits ouverts postérieurement à la date d'entrée en vigueur de la Convention, il est tenu compte

des périodes d'assurance antérieures à cette entrée en vigueur dans la même mesure qu'on en aurait tenu compte au cas où la présente Convention aurait été en vigueur au cours de leur accomplissement.

e) Lorsqu'une convention bilatérale cesse d'être en vigueur, la présente Convention cesse également d'être applicable.

Dans ce cas, les stipulations de la présente Convention restent applicables aux droits acquis ou en cours d'acquisition dans la mesure où le maintien de ces droits est prévu dans la convention bilatérale dénoncée.

f) Sous réserve de l'application des dispositions du paragraphe *e*), la présente Convention restera en vigueur sans limitation de durée, sous réserve du droit, pour chaque Partie Contractante, de la dénoncer par notification adressée aux autres Parties Contractantes. La dénonciation prendra effet six mois après sa réception.

Article 11

a) La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés aussitôt que possible au Secrétariat Général du Conseil de l'Europe.

b) Elle entrera en vigueur le 1er juillet 1951.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à Paris, le 19 janvier 1951, en un exemplaire unique qui sera déposé aux archives du Secrétariat Général du Conseil de l'Europe à Strasbourg et dont copie certifiée conforme sera transmise par le Secrétaire Général à chacun des Gouvernements signataires.

Pour le Gouvernement Belge
Baron GUILLAUME

Pour le Gouvernement Français
PAUL BACON
JEAN SERRES

Pour le Gouvernement Italien
PIETRO QUARONI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

LEGGE 30 luglio 1952, n. 1089.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione n. 88, concernente l'organizzazione del servizio d'impiego, adottata a San Francisco dalla Conferenza generale della Organizzazione internazionale del lavoro, il 9 luglio 1948.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione n. 88, concernente l'organizzazione del servizio di impiego adottata a San Francisco, dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del lavoro, il 9 luglio 1948.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione suddetta a decorrere dalla data della sua entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 30 luglio 1952

EINAUDI

DE GASPERI — RUBINACCI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

Convention n. 88 concernant l'organisation du service de l'emploi (1).

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à San Francisco par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 17 juin 1948, en sa trente et unième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'organisation du service de l'emploi, question qui est comprise dans le quatrième point à l'ordre du jour de la session,

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte, ce neuvième jour de juillet mil neuf cent quarante-huit, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur le service de l'emploi, 1948:

Article 1

1. Chaque Membre de l'Organisation internationale du Travail pour lequel la présente convention est en vigueur doit entretenir ou veiller à ce que soit entretenu un service public et gratuit de l'emploi.

2. La tâche essentielle du service de l'emploi doit être de réaliser, en coopération, s'il y a lieu, avec d'autres organismes publics et privés intéressés, la meilleure organisation possible du marché de l'emploi comme partie intégrante du programme national tendant à assurer et à maintenir le plein emploi ainsi qu'à développer et à utiliser les ressources productives.

Article 2

Le service de l'emploi doit être constitué par un système national de bureaux de l'emploi placé sous le contrôle d'une autorité nationale.

Article 3

1. Le système doit comprendre un réseau de bureaux locaux et, s'il y a lieu, de bureaux régionaux, en nombre suffisant pour desservir chacune des régions géographiques du pays et commodément situés pour les employeurs et les travailleurs.

2. L'organisation du réseau:

a) doit faire l'objet d'un examen général:

i) lorsque des changements importants se sont produits dans la répartition de l'activité économique et de la population active;

(1) Cette convention n'était pas entrée en vigueur le 1er janvier 1949.

ii) lorsque l'autorité compétente considère qu'un examen général est souhaitable pour apprécier l'expérience acquise au cours d'une période d'essai;

b) doit être revisée lorsqu'un tel examen aura fait apparaître la nécessité d'une revision.

Article 4

1 Des arrangements appropriés doivent être pris par la voie de commissions consultatives, en vue d'assurer la coopération de représentants des employeurs et des travailleurs à l'organisation et au fonctionnement du service de l'emploi ainsi qu'au développement de la politique du service de l'emploi.

2. Ces arrangements doivent prévoir l'institution d'une ou de plusieurs commissions nationales consultatives et, s'il y a lieu, de commissions régionales et locales.

3. Les représentants des employeurs et des travailleurs dans ces commissions doivent être désignés en nombre égal, après consultation des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs, là où de telles organisations existent.

Article 5

La politique générale du service de l'emploi, lorsqu'il s'agit de diriger les travailleurs vers les emplois disponibles, doit être arrêtée après consultation de représentants des employeurs et des travailleurs par l'intermédiaire des commissions consultatives prévues à l'article 4.

Article 6

Le service de l'emploi doit être organisé de manière à assurer l'efficacité du recrutement et du placement des travailleurs; à cette fin, il doit:

a) aider les travailleurs à trouver un emploi convenable et les employeurs à recruter des travailleurs qui conviennent aux besoins des entreprises; plus particulièrement, il doit, conformément aux règles formulées sur le plan national:

i) enregistrer les demandeurs d'emploi, prendre note de leurs qualifications professionnelles, de leur expérience et de leurs goûts, les interroger aux fins de leur emploi, contrôler, si besoin est, leurs aptitudes physiques et professionnelles, et les aider à obtenir, lorsqu'il y a lieu, une orientation, une formation ou une réadaptation professionnelles;

ii) obtenir des employeurs des informations précises sur les emplois vacants notifiés par eux au service, et sur les conditions qui doivent remplir les travailleurs qu'ils rechercheront pour occuper ces emplois;

iii) diriger vers les emplois vacants les candidats possédant les aptitudes professionnelles et physiques requises;

iv) organiser la compensation des offres et des demandes d'emploi d'un bureau à un autre, lorsque le bureau consulté en premier lieu n'est pas en mesure de placer convenablement les candidats ou de pourvoir convenablement aux emplois vacants, ou lorsque d'autres circonstances le justifient;

b) prendre des mesures appropriées pour:

i) faciliter la mobilité professionnelle en vue d'ajuster l'offre de main-d'oeuvre aux possibilités d'emploi dans les diverses professions;

ii) faciliter la mobilité géographique en vue d'aider au déplacement de travailleurs vers les régions offrant des possibilités d'emploi convenables;

iii) faciliter les transferts temporaires de travailleurs d'une région à une autre, en vue de pallier un déséquilibre local et momentané entre l'offre et la demande de main-d'oeuvre;

iv) faciliter d'un pays à un autre tels déplacements de travailleurs qui auraient été agréés par les gouvernements intéressés;

c) recueillir et analyser, en collaboration, s'il y a lieu, avec d'autres autorités ainsi qu'avec les employeurs et les syndicats, toutes les informations dont on dispose sur la situation du marché de l'emploi et son évolution probable à la fois dans l'ensemble du pays et dans les différentes industries, professions ou régions, et mettre systématiquement et rapidement ces informations à la disposition des autorités publiques, des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées ainsi que du public;

d) collaborer à l'administration de l'assurance-chômage et de l'assistance-chômage et à l'application d'autres mesures destinées à venir en aide aux chômeurs;

e) aider, autant qu'il est nécessaire, d'autres organismes publics ou privés dans l'élaboration de plans sociaux et économiques de nature à influencer favorablement la situation de l'emploi.

Article 7

Des mesures doivent être prises pour:

a) faciliter, au sein des différents bureaux de l'emploi, la spécialisation par professions et par industries, telles que l'agriculture ou toutes autres branches d'activité où cette spécialisation peut être utile;

b) répondre de façon satisfaisante aux besoins de catégories particulières de demandeurs d'emploi, tels que les invalides.

Article 8

Des mesures spéciales visant les adolescents doivent être prises et développées dans le cadre des services de l'emploi et de l'orientation professionnelle.

Article 9

1. Le personnel du service de l'emploi doit être composé d'agents publics bénéficiant d'un statut et de conditions de service qui les rendent indépendants de tout changement de gouvernement et de toute influence extérieure indue, et qui sous réserve des besoins du service, leur assurent la stabilité dans leur emploi.

2. Sous réserve des conditions auxquelles la législation nationale soumettrait le recrutement des membres des services publics, les agents du service de l'emploi doivent être recrutés uniquement sur la base de l'aptitude du candidat à remplir les tâches qu'il aura à assumer.

3. Les moyens de vérifier ces aptitudes doivent être déterminés par l'autorité compétente.

4. Les agents du service de l'emploi doivent recevoir une formation appropriée pour l'exercice de leurs fonctions.

Article 10

Toutes mesures possibles doivent être prises par le service de l'emploi, et, s'il y a lieu, par d'autres autorités publiques, en collaboration avec les organisations d'employeurs et de travailleurs et avec d'autres organismes intéressés, pour encourager la pleine utilisation du service de l'emploi par les employeurs et les travailleurs sur une base volontaire.

Article 11

Les autorités compétentes doivent prendre toutes mesures nécessaires pour assurer une coopération efficace entre le service public de l'emploi et les bureaux de placement privés à fins non lucratives.

Article 12

1. Lorsque le territoire d'un Membre comprend de vastes régions où, en raison du caractère clairsemé de la population ou en raison de l'état de leur développement, l'autorité compétente estime impraticable d'appliquer les dispositions de la présente convention, elle peut exempter lesdites régions de l'application de la convention, soit d'une manière générale, soit avec les exceptions qu'elle juge appropriées à l'égard de certains établissements ou de certains travaux.

2. Tout Membre doit indiquer, dans son premier rapport annuel à soumettre sur l'application de la présente Convention en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation international du Travail, toute région pour laquelle il se propose d'avoir recours aux dispositions du présent article, et doit donner les raisons pour lesquelles il se propose d'avoir recours à ces dispositions. Par la suite, aucun Membre ne pourra recourir aux dispositions du présent article, sauf en ce qui concerne les régions qu'il aura ainsi indiquées.

3. Tout Membre recourant aux dispositions du présent article doit indiquer, dans ses rapports annuels ultérieurs, les régions pour lesquelles il renonce au droit de recourir auxdites dispositions.

Article 13

1. En ce qui concerne les territoires mentionnés par l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail telle qu'elle a été amendée par l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, 1946, à l'exclusion des territoires visés par les paragraphes 4 et 5 dudit article ainsi amendé, tout Membre de l'Organisation qui ratifie la présente Convention doit communiquer au Directeur général du Bureau international du Travail, dans le plus bref délai possible après sa ratification, une déclaration faisant connaître:

a) les territoires pour lesquels il s'engage à ce que les dispositions de la convention soient appliquées sans modifications;

b) les territoires pour lesquels il s'engage à ce que les dispositions de la convention soient appliquées avec des modifications, et en quoi consistent lesdites modifications;

c) les territoires auxquels la convention est inapplicable et, dans ces cas, les raisons pour lesquelles elle est inapplicable;

d) les territoires pour lesquels il réserve sa décision.

2. Les engagements mentionnés aux alinéas *a*) et *b*) du premier paragraphe du présent article seront réputés parties intégrantes de la ratification et porteront des effets identiques.

3. Tout Membre pourra renoncer par une nouvelle déclaration à tout ou partie des réserves contenues dans sa déclaration antérieure en vertu des alinéas *b*), *c*) et *d*) du paragraphe 1 du présent article.

4. Tout Membre pourra, pendant les périodes au cours desquelles la présente Convention peut être dénoncée conformément aux dispositions de l'article 17, communiquer au Directeur général une nouvelle déclaration modifiant à tout autre égard les termes de toute déclaration antérieure et faisant connaître la situation dans des territoires déterminés.

Article 14

1. Lorsque les questions traitées par la présente Convention entrent dans le cadre de la compétence propre des autorités d'un territoire non métropolitain, le Membre responsable des relations internationales de ce territoire, en accord avec le gouvernement dudit territoire, pourra communiquer au Directeur général du Bureau international du Travail une déclaration d'acceptation, au nom de ce territoire, des obligations de la présente Convention.

2. Une déclaration d'acceptation des obligations de la présente Convention peut être communiquée au Directeur général du Bureau international du Travail:

a) par deux ou plusieurs Membres de l'Organisation pour un territoire placé sous leur autorité conjointe;

b) par toute autorité internationale responsable de l'administration d'un territoire en vertu des dispositions de la Charte des Nations Unies ou de toute autre dispositions en vigueur, à l'égard de ce territoire.

3. Les déclarations communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail, conformément aux dispositions des paragraphes précédents du présent article, doivent indiquer si les dispositions de la convention seront appliquées dans le territoire avec ou sans modification; lorsque la déclaration indique que les dispositions de la convention s'appliquent sous réserve de modications, elle doit spécifier en quoi consistent lesdites modifications.

4. Le Membre ou les Membres ou l'autorité internationale intéressés pourront renoncer entièrement ou partiellement par une déclaration ultérieure au droit d'invoquer une modification indiquée dans une déclaration antérieure.

5. Le Membre ou les Membres ou l'autorité internationale intéressés pourront, pendant les périodes au cours desquelles la convention peut être dénoncée conformément aux dispositions de l'article 17, communiquer au Directeur général une nouvelle déclaration modifiant à tout autre égard les termes de toute déclaration antérieure et faisant connaître la situation en ce qui concerne l'application de cette convention.

Article 15

Les ratifications formelles de la présente Convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 16

1 La présente Convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 17

1. Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente Convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente Convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 18

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications, déclarations et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur.

Article 19

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications, de toutes déclarations et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 20

A l'expiration de chaque période de dix années à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail devra présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa revision totale ou partielle.

Article 21

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant revision totale ou partielle de la présente Convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant revision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 17 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente Convention, sous réserve que la nouvelle convention portant revision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant revision, la présente Convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente Convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant revision.

Article 22

Les versions française et anglaise du texte de la présente Convention font également foi.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

LEGGE 31 luglio 1952, n. 1090.

Provvidenze nel campo degli interventi statali nell'esecuzione delle opere di miglioramento fondiario.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Per la concessione del concorso dello Stato nei mutui di miglioramento, ai sensi della legge 5 luglio 1928, n. 1760, e successive modificazioni, il limite d'impegno, fissato dall'art. 2 della legge 30 ottobre 1940, n. 1634, modificato con l'art. 1, comma primo, del decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1945, n. 733, con l'articolo 1 del decreto legislativo 5 maggio 1948, n. 835, e con l'art. 1 della legge 4 maggio 1951, n. 381, è aumentato di lire 200 milioni per ciascuno degli esercizi finanziari 1951-52, 1952-53, 1953-54, 1954-55 e 1955-56.

In conseguenza, i limiti degli stanziamenti destinati alla corresponsione del concorso statale anzidetto, stabiliti dall'art. 1 della legge 30 ottobre 1940, n. 1634, modificati con l'art. 3, comma secondo, del decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1945, n. 733, con l'articolo 1, comma secondo, del decreto legislativo 5 maggio 1948, n. 835, e con l'art. 1, comma secondo, della legge 4 maggio 1951, n. 381, sono aumentati di lire 200 milioni per l'esercizio finanziario 1951-52, di lire 400 milioni per l'esercizio finanziario 1952-53, di lire 600 milioni per l'esercizio finaziario 1953-54, di lire 800 milioni per l'esercizio finanziario 1954-55, di lire 1000 milioni per ciascuno degli esercizi finanziari dal 1955-56, al 1980-81, di lire 800 milioni per l'esercizio finanziario 1981-82, di lire 600 milioni per l'esercizio finanziario 1982-83, di lire 400 milioni per l'esercizio finanziario 1983-84 e di lire 200 milioni per l'esercizio finanziario 1984-85.

Art. 2.

La partecipazione dello Stato al capitale del Consorzio nazionale per il credito agrario di miglioramento, previsto dagli articoli 18 e 22 della legge 5 luglio 1928, n. 1760, è elevata da lire 18.500.000 a lire 185.000.000.

Art. 3.

La Cassa depositi e prestiti e la Direzione generale degli Istituti di previdenza amministrati dal Ministero del tesoro sono autorizzati a partecipare al capitale del Consorzio nazionale per il credito agrario di miglioramento e ad acquistare le obbligazioni emesse dal Consorzio stesso, anche in deroga al proprio statuto.

Art. 4.

In dipendenza dell'aumento del capitale, di cui ai precedenti articoli 2 e 3, il numero dei componenti del Consorzio nazionale per il credito agrario di miglioramento, stabilito con l'art. 4 della legge 29 ottobre 1949, n. 906, è aumentato di tre componenti, di cui uno in rappresentanza del Ministero dell'agricoltura e delle foreste.

Art. 5.

E' autorizzato il versamento al Tesoro dello Stato, nell'esercizio 1951-52, della somma di lire 366.500.000 sulla quota degli utili accantonati presso la Cassa depositi e prestiti, a tutto il 1950, di spettanza della Cassa di colonizzazione dell'Agro Romano.

Su detta quota e su quella che sarà accantonata a tutto il 1951 è autorizzato il versamento al Tesoro dello Stato, nell'esercizio 1952-53, della somma di lire 400 milioni.

Agli oneri dipendenti dall'applicazione della presente legge, negli esercizi 1951-52 e 1952-53 si farà fronte, rispettivamente, con le entrate di cui al primo e al secondo comma del presente articolo.

Art. 6.

L'art. 3 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 22 giugno 1946, n. 33, modificato con l'articolo 5 della leggé 29 ottobre 1949, n. 906, è soppresso.

Art. 7.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare con propri decreti le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 luglio 1952

EINAUDI

DE GASPERI — FANFANI — PELLA

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

LEGGE 2 agosto 1952, n. 1091.

Concessione alla Regione siciliana del contributo di cui all'art. 38 dello Statuto per il periodo 1° giugno 1947-30 giugno 1952 e determinazione dei rimborsi allo Stato, ai sensi del decreto legislativo 12 aprile 1948, n. 507, per il periodo medesimo.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il contributo a titolo di solidarietà nazionale previsto dall'art. 38 dello Statuto della Regione siciliana viene determinato, per il periodo 1° giugno 1947-30 giugno 1952 nell'importo di lire 55 miliardi anche in rapporto al disposto degli articoli 14 del decreto legislativo 5 marzo 1948, n. 121, 5 della legge 29 dicembre 1948, n. 1522, e 25 della legge 10 agosto 1950, n. 646.

Art. 2.

La somma per spese sostenute dallo Stato per conto della Regione ai sensi dell'art. 3 del decreto legislativo 12 aprile 1948, n. 507, dovuta a titolo di rimborso dalla Regione, viene determinata, in via definitiva, per lo stesso periodo 1° giugno 1947-30 giugno 1952 di cui al precedente articolo, nell'importo di lire 37 miliardi.

Art. 3.

All'onere previsto dall'art. 1 verrà fatto fronte per lire 30 miliardi con una corrispondente aliquota delle maggiori entrate recate dalla legge 4 novembre 1951, n. 1196, concernente variazioni allo stato di previsione dell'entrata a quelli della spesa ed ai bilanci di talune aziende autonome per l'esercizio finanziario 1950-1951 e per lire 25 miliardi con le maggiori entrate recate dal terzo provvedimento legislativo di variazioni ai bilanci per l'esercizio finanziario 1951-52.

Art. 4.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato a provvedere con propri decreti alle variazioni di bilancio occorrenti per l'attuazione della presente legge.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 agosto 1952

EINAUDI

DE GASPERI — PELLA

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

DECRETO MINISTERIALE 9 luglio 1952.

Valore ufficiale del pepe ai fini dell'applicazione dell'imposta generale sull'entrata.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto l'art. 18, ultimo comma, della legge 19 giugno 1940, n. 762, concernente la facoltà di stabilire in via ufficiale il valore di determinate merci, provenienti dall'estero, ai fini dell'applicazione, da parte delle dogane, dell'imposta generale sull'entrata;

Riconosciuta la necessità di stabilire per il pepe il valore ufficiale ai sensi del precedente articolo;

Determina:

Art. 1.

Ai fini dell'applicazione, da parte delle dogane, dell'imposta generale sull'entrata, il valore ufficiale del pepe è stabilito in lire duemila (2000) al chilogrammo.

Art. 2.

Il presente decreto entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione.

Esso sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 9 luglio 1952

Il Ministro: VANONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 21 luglio 1952
Registro Finanze n. 19, foglio n. 373. — LESEN

(4146)

DECRETO MINISTERIALE 1° agosto 1952.
Nomina del commissario straordinario e di due vice commissari dell'Istituto Poligrafico dello Stato e costituzione del Collegio dei revisori.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Vista la legge 6 dicembre 1928, n. 2744, riguardante la costituzione dell'Istituto Poligrafico dello Stato;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1945, n. 703;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 22 settembre 1947, n. 1105;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 22 dicembre 1947, n. 1575;

Considerato che il Consiglio di amministrazione dell'Istituto Poligrafico dello Stato ed il Collegio dei revisori, nominati con decreto Ministeriale del 1° febbraio 1948, sono cessati dalla carica alla data del 30 giugno 1952, per effetto dell'ultimo comma dell'art. 3 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 22 dicembre 1947, n. 1575, e non sono stati rinnovati; e che tale cessazione è avvenuta conseguentemente anche per il Consiglio di amministrazione della Sezione autonoma speciale per l'Officina Carte Valori;

Vista la relazione della Commissione incaricata di predisporre un piano di risanamento dell'Istituto, nominata con decreto Ministeriale del 12 giugno 1951;

Ritenuta la necessità di nominare, in esplicazione del potere di vigilanza e di controllo spettante al Ministero del tesoro, un commissario straordinario dell'Istituto Poligrafico dello Stato, con il compito, fra l'altro, di procedere alla riorganizzazione dei servizi;

Decreta:

Art. 1.

Il sig. Claudio Fratta Cavalcabò è nominato commissario straordinario dell'Istituto Poligrafico dello Stato.

I signori dott. Giuseppe Marchesi e dott. Lauro Laurenti sono nominati vice commissari straordinari dell'Istituto stesso.

Art. 2.

Il commissario straordinario — il quale, nell'espletamento delle sue funzioni, è coadiuvato dai due vice commissari — ha tutte le attribuzioni già spettanti ai Consigli di amministrazione dell'Istituto Poligrafico dello Stato e della Sezione autonoma speciale per l'Officina Carte Valori, e inoltre il compito di procedere alla riorganizzazione dei servizi, di riesaminare l'attuale ordinamento dell'Istituto, ed in particolare della detta Officina Carte Valori, di attuare le misure necessarie per il risanamento finanziario, la semplificazione dei servizi e la riduzione dei costi di produzione, tenendo presenti le osservazioni e le proposte della Commissione di cui alle premesse, e di proporre le eventuali modifiche da apportare alle norme legislative, che regolano l'attività dell'Istituto Poligrafico dello Stato, ed al suo statuto.

Il commissario straordinario durerà in carica sei mesi ed entro tale periodo dovrà portare a termine i compiti affidatigli.

Le deliberazioni del commissario devono portare, oltre la firma di questo, quella di uno almeno dei due vice commissari.

Art. 3.

Il commissario è coadiuvato da un consulente giuridico-amministrativo, nella persona di S. E. il dottor Agostino Macchia, già componente del cessato Consiglio di amministrazione.

I provvedimenti del commissario in materia giuridico-amministrativa devono essere preceduti dal parere del detto consulente.

Art. 4.

Il Collegio dei revisori dell'Istituto Poligrafico dello Stato, costituito come segue:

rag. Merlino Federico, presidente di sezione della Corte dei conti, presidente;

rag. Marchi Enrico, direttore capo di ragioneria di 1ª classe;

dott. Daponte Attilio, ispettore generale del Provveditorato generale dello Stato;

Gatti Otello, rappresentante del personale dell'Istituto Poligrafico dello Stato,

in qualità di membri effettivi:

rag. Jannicelli Gennaro, capo divisione di ragioneria;

dott. Delfino Luigi, capo divisione al Provveditorato generale dello Stato;

Ficarra Ernesto, rappresentante del personale dell'Istituto Poligrafico dello Stato;

in qualità di membri supplenti,

continua ad esercitare le sue funzioni sino alla data della ricostituzione del Consiglio di amministrazione.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 1° agosto 1952

Il Ministro: PELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 21 agosto 1952
Registro Tesoro n. 18, foglio n. 200. — VENTURA

(4175)

DECRETO MINISTERIALE 8 agosto 1952.
Inizio del pagamento delle pensioni e degli altri assegni col nuovo sistema meccanografico nelle provincie di Grosseto, Imperia, Parma e Trento.

IL MINISTRO PER IL TESORO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO
PER LE POSTE E LE TELECOMUNICAZIONI

Vista la legge 3 febbraio 1951, n. 38, riguardante la emissione meccanografica dei titoli di spesa afferenti il servizio delle pensioni ed il pagamento del debito vitalizio dello Stato e delle Aziende o Amministrazioni autonome di Stato, a mezzo di assegni di conto corrente postale di serie speciale;

Visto il regolamento approvato con decreto Presidenziale del 31 maggio 1951, n. 362;

Ritenuto che, ai sensi dell'art. 10 della legge anzidetta, occorre stabilire la decorrenza dell'attuazione di tale nuovo sistema di pagamento in alcune Provincie;

Decreta:

Presso gli Uffici provinciali del tesoro di Grosseto, Imperia, Parma e Trento, il pagamento delle pensioni e degli altri assegni congeneri sarà disposto mediante assegni di conto corrente postale di serie speciale — emessi con sistema meccanografico, ai sensi della legge 3 febbraio 1951, n. 38 — a cominciare dalle rate con scadenza successiva al 1° settembre 1952.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 8 agosto 1952

Il Ministro per il tesoro
PELLA

Il Ministro per le poste e le telecomunicazioni
SPATARO

Registrato alla Corte dei conti, addì 19 agosto 1952
Registro Tesoro n. 18, foglio n. 162. — VENTURA

(4095)

DECRETO MINISTERIALE 20 agosto 1952.

Apertura della caccia e dell'uccellagione nella provincia di Pavia.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016;

Vista la legge 8 marzo 1951, n. 433;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 26 ottobre 1944, n. 408;

Visto il decreto Ministeriale 14 luglio 1952, col quale è stato disciplinato l'esercizio della caccia e dell'uccellagione per la stagione venatoria 1952-1953;

Visto il decreto Ministeriale 18 agosto 1952, col quale, a parziale deroga delle norme contenute nel precedente decreto in data 14 luglio 1952, è stata fissata al 24 agosto 1952 la data di apertura generale della caccia e dell'uccellagione nelle provincie del Piemonte;

Ritenuta l'opportunità di estendere alla provincia di Pavia la deroga di cui sopra;

Decreta:

Viene estesa alla provincia di Pavia la deroga contenuta nel decreto Ministeriale 18 agosto 1952, e pertanto, nella Provincia stessa, la caccia e l'uccellagione alla selvaggina migratoria, nonchè la caccia alla selvaggina stanziale, si aprono il 24 agosto 1952.

Il presente decreto, che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, ha effetto a decorrere dal 24 agosto 1952.

Roma, addì 20 agosto 1952

p. *Il Ministro*: RUMOR

(4090)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Concessione di exequatur

In data 18 luglio 1952, il Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, ha concesso l'exequatur al signor Mario Miceli, Vice console onorario del Portogallo a Napoli.

(3952)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO
ISPETTORATO GENERALE RAPPORTI FINANZIARI CON L'ESTERO
PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 180

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 22 agosto 1952

	Dollaro U. S. A.	Dollaro Canadese
Borsa di Bologna	624,93	649,50
» Firenze	624,90	645,25
» Genova	624,92	649 —
» Milano	624,91	649,75
» Napoli	624,90	647,75
» Palermo	624,92	650,25
» Roma	624,89	650 —
» Torino	624,93	645 —
» Trieste	624,93	—
» Venezia	624,91	646,50

Media dei titoli del 22 agosto 1952

Rendita 3,50 % 1906	67,425
Id. 3,50 % 1902	63,30
Id. 3 % lordo	66,40
Id. 5 % 1935	95,95
Redimibile 3,50 % 1934	73,875
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (con tagliando)	73,40
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (ex tagliando)	72,70
Id. 5 % (Ricostruzione)	95,30
Id. 5 % 1936	93,125
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	99,85
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	99,85
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	99,85

L'ispettore generale contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi del 22 agosto 1952

Cambi medi per le valute di conto valutario esportazione e rimesse (Decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632)

1 dollaro U.S.A.	Lit. 624,90
1 dollaro canadese	» 649,87

Cambio per le contrattazioni in lire sterline (Decreto Ministeriale 19 settembre 1949, *Gazzetta Ufficiale* 19 settembre 1949, n. 215).

1 lira sterlina	Lit. 1.749,72

Cambi di compensazione

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	Lit. 12,50	per franco belga
Danimarca	» 90,46	» corona danese
Francia	» 1,785	» franco francese
Germania	» 148,77	» marco occid.
Norvegia (c/nuovo)	» 87,48	» corona norvegese
Olanda	» 164,44	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	» 120,78	» corona svedese
Svizzera (conto A)	» 142,90	» franco svizzero

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

CONSIGLIO NAZIONALE DELLE RICERCHE

Concorso per esami a due posti di vice-segretario di 2ª classe in prova (gruppo A, grado 11°), nel ruolo del personale addetto ai servizi amministrativi dell'Amministrazione centrale del Consiglio nazionale delle ricerche.

IL PRESIDENTE
DEL CONSIGLIO NAZIONALE DELLE RICERCHE

Visti l'art. 17 del decreto legislativo 1° marzo 1945, n. 82; gli articoli 2, 3, 4, 5 del decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1167;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri 8 giugno 1946 (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* 12 giugno 1946, n. 154);

Visti i regi decreti 11 novembre 1923, n. 2395 e 30 dicembre 1923, n. 2960, e le successive norme integrative, esecutive ed interpretative;

Vista la deliberazione adottata dalla Giunta amministrativa nell'adunanza del 25 luglio 1952;

Dispone:

Art. 1.

E' bandito un concorso per esami a due posti di vice-segretario di 2ª classe in prova (gruppo *A*, grado 11°), nel ruolo del personale addetto ai servizi amministrativi dell'Amministrazione centrale del Consiglio nazionale delle ricerche.

Art. 2.

Per l'ammissione al concorso gli aspiranti debbono essere in possesso di uno dei seguenti titoli di studio:

laurea in giurisprudenza;
laurea in scienze politiche;
laurea in scienze sociali;
laurea in scienze economiche e commerciali.

I concorrenti debbono, alla data del presente decreto, aver compiuto l'età di 18 anni e non superata quella di 35. Detto limite di età è elevato ad anni 40:

a) per coloro che abbiano partecipato nei reparti mobilitati delle Forze armate dello Stato alle operazioni militari svoltesi nell'Africa italiana dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936;

b) per coloro che abbiano partecipato, nei reparti mobilitati delle Forze armate dello Stato, ovvero in qualità di militarizzati od assimilati alle operazioni di guerra 1940-1943 o della guerra di liberazione;

c) per i partigiani combattenti e per i cittadini deportati dal nemico posteriormente all'8 settembre 1943.

Tale limite di età è poi elevato ad anni 44, a norma delle disposizioni in vigore;

d) per i mutilati ed invalidi di guerra per fatti d'arme avvenuti dal 6 gennaio 1935 in Africa orientale o per le operazioni della guerra 1940-1943 e della guerra di liberazione, anche se in qualità di assimilati o militarizzati, nonchè della lotta di liberazione, a favore dei quali siano stati liquidati assegni o pensioni privilegiate di guerra che rientrino nelle prime otto categorie di pensioni, ovvero nelle voci da 4 a 10 della categoria 9ª e da 3 a 6 della categoria 10ª, di cui al decreto luogotenenziale 20 maggio 1947, n. 876, ovvero nelle voci 4, 6, 7, 8, 10 e 11 della tabella *b*) del regio decreto 12 luglio 1923, n. 1491;

e) per i combattenti e categorie assimilate che siano decorati al valor militare o promossi per merito di guerra;

f) per i capi di famiglia numerosa di cui all'art. 2 della legge 20 marzo 1940, n. 233, modificato con l'art. 4 del decreto legislativo 29 marzo 1945, n. 267.

Tutti i detti limiti debbono riferirsi alla data del presente bando e sono elevati;

g) di due anni per gli aspiranti che siano coniugati alla data in cui scade il termine di presentazione della domanda di partecipazione al concorso;

h) di un altro anno per ogni figlio vivente alla data medesima.

I limiti di età di cui sopra sono cumulabili fra di loro, purchè complessivamente l'aspirante non superi i 45 anni.

Per i concorrenti già colpiti dalle brogate leggi razziali non viene computato, agli effetti dei limiti di età, il periodo intercorso fra il 5 settembre 1938 e il 9 agosto 1944.

Il limite massimo di età è poi elevato ad anni 45, ai sensi dell'art. 5 del decreto legislativo 12 dicembre 1947, n. 1488, nei confronti di coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia, ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale. Detto beneficio assorbe ogni altra elevazione dei limiti di età eventualmente spettanti.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo da L. 24 e corredate di tutti i documenti prescritti, dovranno pervenire al Consiglio nazionale delle ricerche, piazzale delle Scienze, 7, Roma, entro il termine di giorni novanta dalla data di pubblicazione del presente bando nella *Gazzetta Ufficiale*.

Le domande debbono essere sottoscritte dai concorrenti, con l'indicazione del cognome, del nome, della paternità, del luogo di nascita e del loro preciso recapito, e contenere l'elencazione dei singoli documenti allegati.

Le domande debbono inoltre contenere l'indicazione della lingua straniera obbligatoria scelta dal candidato ai sensi dell'art. 9.

Art. 4.

A corredo delle domande dovranno essere allegati i seguenti documenti:

1) estratto dell'atto di nascita, su carta da bollo da L. 40;

2) certificato di cittadinanza italiana, su carta da bollo da L. 24, rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza o dall'ufficiale di stato civile del Comune di origine e legalizzato nel primo caso dal prefetto, e nell'altro dal presidente del tribunale o dal cancelliere da lui delegato o dal pretore competente per territorio;

3) certificato di buona condotta morale, su carta da bollo da L. 24, rilasciato dal sindaco del Comune dove il candidato risiede da almeno un anno, legalizzato dal prefetto. In caso di residenza per un tempo minore occorre altro certificato del sindaco o dei sindaci dei Comuni dove il candidato ha avuto precedenti residenze entro l'anno;

4) certificato, su carta da bollo da L. 24, rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza, vidimato dal prefetto, da cui risulti che il candidato gode dei diritti politici ovvero non è incorso in alcuna delle cause che, a norma delle disposizioni vigenti, ne impediscano il possesso. Per i minori degli anni 21 il certificato, la cui produzione in ogni caso è obbligatoria, conterrà quest'ultima dichiarazione;

5) certificato generale del casellario giudiziario, su carta da bollo da L. 85, rilasciato dal segretario della Procura della Repubblica e legalizzato dal procuratore della Repubblica;

6) certificato, su carta da bollo da L. 24, rilasciato da un medico militare o dal medico provinciale, ovvero dall'ufficiale sanitario del Comune, dal quale risulti che il candidato è di sana e robusta costituzione ed è esente da difetti od imperfezioni che influiscano sul rendimento del servizio. Il certificato deve essere legalizzato dalle superiori autorità militari, se rilasciato da un medico militare, dal prefetto se rilasciato da un medico provinciale, vistato dal sindaco e legalizzato dal prefetto, se rilasciato da un ufficiale sanitario.

Per gli invalidi di guerra, per gli invalidi civili per fatti di guerra e per gli invalidi per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, il certificato deve essere rilasciato dall'Ufficiale sanitario del Comune di residenza e contenere, oltre ad una esatta descrizione della natura e del grado di invalidità, la dichiarazione se l'aspirante possa riuscire di pregiudizio alla salute e sicurezza dei compagni di lavoro e l'apprezzamento se le sue condizioni fisiche lo rendano idoneo al disimpegno delle mansioni per l'impiego per il quale concorre;

7) diploma originale, munito di marca da bollo da L. 32, debitamente annullato, del titolo di studio indicato nel precedente art. 2. In luogo del diploma originale i candidati dovranno produrre una copia del diploma stesso, in carta da bollo da L. 40, autenticata da un notaio.

La firma di quest'ultimo dovrà essere legalizzata dal presidente del tribunale o dal cancelliere delegato, o dal pretore competente per territorio;

8) estratto del foglio matricolare, su carta da bollo da L. 40, per il primo foglio e da L. 32 per ogni altro foglio, o certificato di esito di leva e di iscrizione nelle liste di leva, su carta da bollo da L. 24, per i candidati che non abbiano ancora adempiuto agli obblighi militari. Quest'ultimo certificato dovrà contenere il visto di conferma del commissario di leva competente ed essere legalizzato dal prefetto;

9) fotografia recente del candidato, applicata su carta da bollo da L. 32, con firma autenticata dal sindaco o da un notaio. La firma del sindaco dovrà essere legalizzata dal prefetto e quella del notaio dal presidente del tribunale o dal cancelliere delegato o dal pretore;

10) i candidati dipendenti civili di ruolo presso le Amministrazioni statali dovranno produrre copia dello stato di servizio su carta da bollo da L 40, debitamente autenticata e potranno limitarsi a presentare soltanto i documenti di cui ai nn. 7 e 8 del presente articolo.

Art. 5.

Ai fini dell'applicazione dei benefici previsti dalle vigenti disposizioni a favore degli ex-combattenti ed assimilati, degli invalidi di guerra ed assimilati, dei congiunti dei caduti in guerra ed assimilati, dei decorati al valore militare e per merito di guerra, dei feriti di guerra, dei profughi e dei coniugati, gli interessati dovranno inoltre produrre, a corredo delle domande di ammissione, i seguenti documenti

a) gli ex-combattenti della guerra 1915-1918, presenteranno la dichiarazione di cui alla circolare 588 contenuta nella dispensa n. 60, del giornale militare ufficiale 1922, su carta da bollo da L. 24.

Coloro invece, che furono imbarcati su navi mercantili, in sostituzione del servizio militare, durante la guerra 1915-18, proveranno tale circostanza mediante esibizione di apposito certificato da rilasciarsi, su carta da bollo da L. 24, dalle autorità marittime competenti;

b) gli ex-legionari fiumani dovranno produrre il foglio di congedo dell'ex-governo provvisorio di Fiume e la dichiarazione di aver appartenuto all'ex-milizia fiumana, tali documenti debbono essere rilasciati dall'ufficio stralcio dell'ex-milizia fiumana, su carta da bollo da L. 24;

c) coloro che hanno partecipato alle operazioni militari svoltesi in Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, presenteranno la dichiarazione da rilasciarsi per l'applicazione del regio decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172, ai sensi della circolare 487 del giornale militare ufficiale 1937, su carta da bollo da L. 24;

d) gli ex-combattenti della guerra 1940-1943, della guerra di liberazione e della lotta di liberazione (partigiani combattenti), di cui ai decreti legislativi 4 marzo 1948, n. 137 e 19 marzo 1948, n. 241, dovranno produrre, a seconda dell'Arma o Corpo di appartenenza, la dichiarazione integrativa su carta da bollo da L. 24, di cui alla circolare 5000 del 1° agosto 1948 dello Stato Maggiore dell'Esercito, o quella di cui alla circolare 202860/Od 6 dell'8 luglio 1948 dello Stato Maggiore dell'Aeronautica, ovvero quella di cui alla circolare 27200/Om. del 3 luglio 1948 dello Stato Maggiore della Marina;

e) i reduci dalla deportazione e dall'internamento presenteranno apposita attestazione, su carta da bollo da L. 24, rilasciato dal prefetto della Provincia nel cui territorio, l'interessato ha la sua residenza, ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27;

f) i mutilati e gli invalidi della guerra 1915-1918 o per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o della guerra 1940-1943 o della guerra di liberazione o della lotta di liberazione ed i mutilati e gli invalidi civili per fatti di guerra e per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, dovranno produrre il decreto di concessione della relativa pensione ovvero il certificato mod. 69 rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra;

g) gli orfani dei caduti della guerra 1915-1918 o per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o nella guerra 1940-1943, ovvero nella guerra di liberazione, ovvero nella lotta di liberazione, ovvero dei caduti civili per fatti di guerra e per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, dovranno presentare un certificato, su carta da bollo da L. 24, rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza degli orfani di guerra, legalizzato dal prefetto;

h) i figli degli invalidi per la guerra 1915-1918 o per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o per la guerra 1940-1943 o per la guerra di liberazione, ovvero per la lotta di liberazione, ovvero i figli degli invalidi civili per fatti di guerra, dovranno produrre la dichiarazione mod 69 rilasciata su carta da bollo da L. 24, dalla Direzione generale delle pensioni di guerra a nome del padre del candidato, oppure un certificato su carta da bollo da L. 24 del sindaco del Comune di residenza sulla conforme dichiarazione di tre testimoni ed in base alle risultanze anagrafiche dello stato civile, legalizzato dal prefetto;

i) i profughi dell'Africa italiana che si trovino in una delle condizioni contemplate nell'art. 2 del decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104, dovranno presentare l'attestazione prevista dall'art. 5 del decreto del Ministero dell'Africa Italiana 10 giugno 1948, su carta da bollo da L. 24;

l) i profughi dei territori di confine che si trovino nelle condizioni previste dall'art. 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885, dovranno esibire l'attestazione prevista dall'art. 6 del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri 1° giugno 1948, su carta da bollo da L. 24;

m) i decorati di medaglia al valor militare o di croce di guerra, i feriti di guerra ed i promossi di grado militare per merito di guerra, e gli insigniti di ogni altra attestazione speciale di merito di guerra, dovranno produrre l'originale o copia autentica del relativo brevetto o del documento di concessione;

n) coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia, ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale, dovranno produrre copia della sentenza emessa a loro carico o attestazione del prefetto della Provincia in cui hanno residenza, su carta da bollo da L 40;

o) i coniugati ed i vedovi dovranno produrre lo stato di famiglia, su carta da bollo da L 24, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza e legalizzato dal prefetto;

p) i capi di famiglia numerosa dovranno far risultare dallo stato di famiglia di cui alla precedente lettera *o*) che la famiglia stessa è costituita da almeno sette figli viventi, computando fra essi anche i figli caduti in guerra.

Art. 6.

I documenti di cui ai nn. 2), 3), 4), 5), 6), 9) e 10) del precedente art. 4, debbono essere in data non anteriore a tre mesi da quella del presente decreto.

La legalizzazione delle firme non occorre per i certificati rilasciati o vidimati dalle autorità residenti in Roma.

I concorrenti che si trovino alle armi per obblighi di leva possono esibire in luogo dei documenti di cui ai nn. 2), 3), 4), 5), 6) e 8) del precedente art. 4, un certificato, su carta da bollo da L 24, rilasciato dal comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante la buona condotta ed idoneità fisica a coprire il posto al quale aspirano.

I candidati che risiedono in territorio non metropolitano potranno presentare la sola domanda nel termine prescritto, salvo a produrre gli altri documenti non oltre trenta giorni dopo la scadenza di detto termine.

Art. 7.

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso, e quelli che diano titolo di preferenza agli effetti della nomina, debbono essere posseduti prima della scadenza del termine utile per la presentazione delle domande, ad eccezione del requisito dell'età di cui gli aspiranti debbono essere provvisti alla data del presente decreto.

Art. 8.

Non si terrà conto delle domande che perverranno dopo il termine fissato nel precedente art. 3 o che risultino insufficientemente documentate.

Non sono ammessi riferimenti a documenti prodotti per la partecipazione ad altri concorsi.

Art. 9.

Gli esami consisteranno in quattro prove scritte ed in una prova orale.

Le prove scritte vertono sulle seguenti materie:

a) diritto amministrativo e costituzionale;

b) diritto civile;

c) storia della scienza;

d) lingua francese, o lingua inglese, a scelta del candidato.

La prova scritta di lingua consiste in una traduzione dall'italiano, con l'uso del vocabolario.

La prova orale verte sulle materie che formano oggetto delle prove scritte ed inoltre sulle seguenti:

1) economia politica;

2) scienza delle finanze;

3) amministrazione del patrimonio dello Stato e contabilità generale dello Stato.

Art. 10.

La Commissione giudicatrice del concorso sarà costituita a norma dell'art. 5, n. 4, del decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1167.

Art. 11.

Le prove d'esame avranno luogo in Roma. I candidati ammessi al concorso avranno tempestiva comunicazione dei locali, del giorno e dell'ora fissati per la prima prova scritta.

Essi dovranno presentarsi agli esami muniti di carta di identità o di altro documento di identificazione.

I candidati ammessi alla prova orale avranno tempestiva comunicazione del relativo orario.

Art. 12.

Per lo svolgimento delle prove di esame si osserveranno le disposizioni contenute nel capo 6° del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960.

Per ciascuna prova scritta sono assegnate ai candidati non più di sei ore di tempo che cominciano a decorrere non appena dettato il tema da svolgere.

Scaduto il tempo prescritto i candidati debbono presentare il lavoro, anche se non ultimato.

Art. 13.

Gli esaminatori dispongono ciascuno di dieci punti per ogni singola prova scritta e di dieci punti per quella orale.

Alla prova orale saranno ammessi i candidati che riporteranno una media di almeno sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

Nella prova orale i candidati dovranno riportare non meno di sei decimi.

La votazione complessiva sarà ottenuta dalla somma della media dei punti riportati nelle prove scritte e del punto ottenuto nella prova orale.

La graduatoria di merito del concorso sarà formata secondo l'ordine dei punti riportati nella votazione complessiva.

La nomina dei vincitori sarà fatta secondo le norme, e con le riserve dei posti, previste dalle vigenti disposizioni.

In caso di parità di merito saranno osservate le norme di cui al regio decreto-legge 6 luglio 1934, n. 1176, e successive modificazioni. A parità di requisiti la precedenza sarà data al più anziano di età.

Art. 14.

I vincitori del concorso saranno nominati, fino alla concorrenza dei posti per i quali è bandito il concorso medesimo, vice-segretario di 2ª classe in prova nel ruolo del personale addetto ai servizi amministrativi dell'Amministrazione centrale del Consiglio nazionale delle ricerche.

Essi dovranno assumere servizio alla data che sarà loro comunicata. In difetto saranno dichiarati dimissionari di ufficio, a norma dell'art. 46 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960.

Durante il periodo di prova, di durata non inferiore a sei mesi, sarà loro corrisposto un assegno mensile pari al dodicesimo dello stipendio iniziale del grado undicesimo oltre l'indennità di caro-vita e gli altri assegni previsti dalle vigenti disposizioni.

Trascorso il periodo suddetto, e sempre che essi abbiano ottenuto il giudizio favorevole del Consiglio di amministrazione, saranno nominati vice-segretari di 2ª classe con gli assegni inerenti a tale qualifica.

Coloro che non saranno riconosciuti idonei verranno licenziati senza alcun diritto a compenso o indennità.

Roma, addì 1° agosto 1952

Il presidente: COLONNETTI

(4004)

Concorso per esami e per titoli ad un posto di vice-coadiutore di 2ª classe in prova (gruppo B, grado 11°), nel ruolo del personale addetto ai servizi speciali dell'Amministrazione centrale del Consiglio nazionale delle ricerche.

IL PRESIDENTE
DEL CONSIGLIO NAZIONALE DELLE RICERCHE

Visti: l'art. 17 del decreto legislativo 1° marzo 1945, n. 82; gli articoli 2, 3, 4, 5 del decreto legislativo 7 maggio 1948, numero 1167;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri 8 giugno 1946 (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* 12 giugno 1946, n. 154);

Visti i regi decreti 11 novembre 1923, n. 2395 e 30 dicembre 1923, n. 2960, e le successive norme integrative, esecutive ed interpretative;

Vista la deliberazione adottata dalla Giunta amministrativa nell'adunanza del 25 luglio 1952;

Dispone:

Art. 1.

E' bandito un concorso per esami e per titoli ad un posto di vice-coadiutore di 2ª classe in prova (gruppo *B*, grado 11°), nel ruolo del personale addetto ai servizi speciali dell'Amministrazione centrale del Consiglio nazionale delle ricerche.

Art. 2.

Per l'ammissione al concorso gli aspiranti debbono essere in possesso di un diploma di licenza da istituto medio di secondo grado.

I concorrenti debbono, alla data del presente decreto, aver compiuto l'età di 18 anni e non superata quella di 35. Detto limite di età è elevato ad anni 40:

a) per coloro che abbiano partecipato nei reparti mobilitati delle Forze armate dello Stato alle operazioni militari svoltesi nell'Africa italiana dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936;

b) per coloro che abbiano partecipato nei reparti mobilitati delle Forze armate dello Stato, ovvero in qualità di militarizzati od assimilati, alle operazioni di guerra 1940-1943 o della guerra di liberazione;

c) per i partigiani combattenti e per i cittadini deportati dal nemico posteriormente all'8 settembre 1943.

Tale limite di età è poi elevato ad anni 44, a norma delle disposizioni in vigore;

d) per i mutilati ed invalidi di guerra per i fatti d'arme avvenuti dal 6 gennaio 1935 in Africa orientale o per le operazioni della guerra 1940-1943 e della guerra di liberazione, anche se in qualità di assimilati o militarizzati, nonchè della lotta di liberazione, a favore dei quali siano stati liquidati assegni o pensioni privilegiate di guerra che rientrino nelle prime otto categorie di pensioni, ovvero nelle voci da 4 a 10 della categoria 9ª e da 3 a 6 della categoria 10ª, di cui al decreto luogotenenziale 20 maggio 1947, n. 876, ovvero nelle voci 4, 6, 7, 8, 10 e 11 della tabella *b*) del regio decreto 12 luglio 1923, n. 1491;

e) per i combattenti e categorie assimilate che siano decorati al valor militare o promossi per merito di guerra;

f) per i capi di famiglia numerosa di cui all'art. 2 della legge 20 marzo 1940, n. 233, modificato con l'art. 4 del decreto legislativo 29 marzo 1945, n. 267.

Tutti i detti limiti debbono riferirsi alla data del presente bando e sono elevati:

g) di due anni per gli aspiranti che siano coniugati alla data in cui scade il termine di presentazione della domanda di partecipazione al concorso;

h) di un altro anno per ogni figlio vivente alla data medesima.

I limiti di età di cui sopra sono cumulabili, fra di loro, purchè complessivamente l'aspirante non superi i 45 anni.

Per i concorrenti già colpiti dalle brogate leggi razziali non viene computato, agli effetti dei limiti di età, il periodo intercorso fra il 5 settembre 1938 e il 9 agosto 1944.

Il limite massimo di età è poi elevato ad anni 45, ai sensi dell'art. 5 del decreto legislativo 12 dicembre 1947, n. 1488, nei confronti di coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia, ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale. Detto beneficio assorbe ogni altra elevazione dei limiti di età eventualmente spettanti.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo da L. 24 e corredate di tutti i documenti prescritti dovranno pervenire al Consiglio nazionale delle ricerche, piazzale delle Scienze n. 7, Roma, entro il termine di giorni novanta dalla data di pubblicazione del presente bando nella *Gazzetta Ufficiale*.

Le domande debbono essere sottoscritte dai concorrenti, con l'indicazione del cognome, del nome, della paternità, del luogo di nascita e del loro preciso recapito, e contenere l'elencazione dei singoli documenti allegati.

Le domande dovranno inoltre contenere l'indicazione della lingua straniera obbligatoria, scelta dal candidato ai sensi dell'art. 9.

Art. 4.

A corredo delle domande dovranno essere allegati i seguenti documenti:

1) estratto dell'atto di nascita, su carta da bollo da L. 40;

2) certificato di cittadinanza italiana, su carta da bollo da L. 24, rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza o dall'ufficiale di stato civile del Comune di origine e legalizzato, nel primo caso, dal prefetto, e nell'altro dal presidente del tribunale o dal cancelliere da lui delegato o dal pretore competente per territorio;

3) certificato di buona condotta morale, su carta da bollo da L. 24, rilasciato dal sindaco del Comune dove il candidato risiede da almeno un anno, legalizzato dal prefetto. In caso di residenza per un tempo minore occorre altro certificato del sindaco o dei sindaci dei Comuni dove il candidato ha avuto precedenti residenze entro l'anno;

4) certificato su carta da bollo da L. 24, rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza, vidimato dal prefetto, da cui risulti che il candidato gode dei diritti politici, ovvero che non è incorso in alcuna delle cause che, a norma delle disposizioni vigenti, ne impediscano il possesso. Per i minori degli anni 21 il certificato, la cui produzione in ogni caso è obbligatoria, conterrà quest'ultima dichiarazione;

5) certificato generale del casellario giudiziario, su carta da bollo da L. 85, rilasciato dal segretario della Procura della Repubblica e legalizzato dal procuratore della Repubblica;

6) certificato su carta da bollo da L. 24, rilasciato da un medico militare o dal medico provinciale, ovvero dall'ufficiale sanitario del Comune, dal quale risulti che il candidato è di sana e robusta costituzione ed è esente da difetti od imperfezioni che influiscano sul rendimento del servizio. Il certificato deve essere legalizzato dalle superiori autorità militari, se rilasciato da un medico militare, dal prefetto, se rilasciato da un medico provinciale, vistato dal sindaco e legalizzato dal prefetto, se rilasciato da un ufficiale sanitario.

Per gli invalidi di guerra, per gli invalidi civili per fatti di guerra e per gli invalidi per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, il certificato deve essere rilasciato dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza e contenere, oltre ad una esatta descrizione della natura e del grado di invalidità, la dichiarazione se l'aspirante possa riuscire di pregiudizio alla salute e sicurezza dei compagni di lavoro e l'apprezzamento se le sue condizioni fisiche lo rendano idoneo al disimpegno delle mansioni per l'impiego per il quale concorre;

7) diploma originale, munito di marca da bollo da L. 32 debitamente annullata, del titolo di studio indicato nel precedente art. 2. In luogo del diploma originale i candidati dovranno produrre una copia del diploma stesso, in carta da bollo da L. 40, autenticata da un notaio.

La firma di quest'ultimo dovrà essere legalizzata dal presidente del tribunale o dal cancelliere delegato, o dal pretore competente per territorio;

8) estratto del foglio matricolare su carta da bollo da L. 40, per il primo foglio e da L. 32 per ogni altro foglio, o certificato di esito di leva o di iscrizione nelle liste di leva, su carta da bollo da L. 24, per i candidati che non abbiano ancora adempiuto agli obblighi militari. Quest'ultimo certificato dovrà contenere il visto di conferma del commissario di leva competente ed essere legalizzato dal prefetto;

9) tutti i titoli e documenti che il candidato intenda produrre ai fini della valutazione di merito di cui al seguente art. 13;

10) fotografia recente del candidato, applicata su carta da bollo da L. 32, con firma autenticata dal sindaco o da un notaio. La firma del sindaco dovrà essere legalizzata dal prefetto e quella del notaio dal presidente del tribunale, o dal cancelliere delegato, o dal pretore;

11) i candidati dipendenti civili di ruolo presso le Amministrazioni statali dovranno produrre copia dello stato di servizio su carta da bollo da L. 40, debitamente autenticata e potranno limitarsi a presentare soltanto i documenti di cui ai nn. 7 e 8 del presente articolo.

Art. 5.

Ai fini dell'applicazione dei benefici previsti dalle vigenti disposizioni a favore degli ex-combattenti ed assimilati, degli invalidi di guerra ed assimilati, dei congiunti dei caduti in guerra ed assimilati, dei decorati al valor militare e per merito di guerra, dei feriti di guerra, dei profughi e dei coniugati, gli interessati dovranno, inoltre, produrre, a corredo delle domande di ammissione, i seguenti documenti:

a) gli ex-combattenti della guerra 1915-1918, presenteranno la dichiarazione di cui alla circolare 588 contenuta nella dispensa n. 60, del giornale militare ufficiale 1922, su carta da bollo da L. 24.

Coloro, invece, che furono imbarcati su navi mercantili in sostituzione del servizio militare durante la guerra 1915-1918, proveranno tale circostanza mediante esibizione di apposito certificato da rilasciarsi su carta da bollo da L. 24, dalle autorità marittime competenti;

b) gli ex-legionari fiumani dovranno produrre il foglio di congedo dell'ex-governo provvisorio di Fiume e la dichiarazione di aver appartenuto all'ex-milizia fiumana. Tali documenti debbono essere rilasciati dall'ufficio stralcio dell'ex-milizia fiumana, su carta da bollo da L. 24;

c) coloro che hanno partecipato alle operazioni militari svoltesi in Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, presenteranno la dichiarazione da rilasciarsi per l'applicazione del regio decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172, ai sensi della circolare 487 del giornale militare ufficiale 1937, su carta da bollo da L. 24;

d) gli ex-combattenti della guerra 1940-1943, della guerra di liberazione e della lotta di liberazione (partigiani combattenti), di cui ai decreti legislativi 4 marzo 1948, n. 137 e 19 marzo 1948, n. 241, dovranno produrre, a seconda dell'Arma o Corpo di appartenenza, la dichiarazione integrativa, su carta da bollo da L. 24, di cui alla circolare 5000 del 1° agosto 1948 dello Stato Maggiore dell'Esercito, o quella di cui alla circolare 202860/Od.6 dell'8 luglio 1948 dello Stato Maggiore dell'Aeronautica, ovvero quella di cui alla circolare 27200/Om. del 3 luglio 1948, dello Stato Maggiore della Marina;

e) i reduci dalla deportazione e dall'internamento presenteranno apposita attestazione, su carta da bollo da L. 24, rilasciata dal prefetto della Provincia nel cui territorio l'interessato ha la sua residenza, ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27;

f) i mutilati e gli invalidi della guerra 1915-1918, o per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale, o della guerra 1940-1943, o della guerra di liberazione, o della lotta di liberazione, ed i mutilati e gli invalidi civili per fatti di guerra e per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, dovranno produrre il decreto di concessione della relativa pensione, ovvero il certificato mod. 69 rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra;

g) gli orfani dei caduti della guerra 1915-1918, o per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale, o nella guerra 1940-1943, ovvero nella guerra di liberazione, ovvero nella lotta di liberazione, ovvero dei caduti civili per fatti di guerra e per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, dovranno presentare un certificato su carta da bollo da L. 24, rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione di assistenza degli orfani di guerra, legalizzato dal prefetto;

h) i figli degli invalidi per la guerra 1915-1918, o per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale, o per la guerra 1940-1943, o per la guerra di liberazione, ovvero per la lotta di liberazione, ovvero i figli degli invalidi civili per fatti di guerra, dovranno produrre la dichiarazione modello 69, rilasciata su carta da bollo da L. 24 dalla Direzione generale delle pensioni di guerra a nome del padre del candidato, oppure un certificato su carta da bollo da L. 24 del sindaco del Comune di residenza sulla conforme dichiarazione di tre testimoni ed in base alle risultanze anagrafiche dello stato civile, legalizzato dal prefetto;

i) i profughi dell'Africa italiana, che si trovino in una delle condizioni contemplate nell'art. 2 del decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104, dovranno presentare l'attestazione prevista dall'art. 5 del decreto del Ministero dell'Africa Italiana 10 giugno 1948, su carta da bollo da L. 24;

l) i profughi dei territori di confine che si trovino nelle condizioni previste dall'art. 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885, dovranno esibire l'attestazione prevista dall'art. 6 del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri 1° giugno 1948, su carta da bollo da L. 24;

m) i decorati di medaglia al valor militare o di croce di guerra, i feriti di guerra ed i promossi di grado militare per merito di guerra, e gli insigniti di ogni altra attestazione speciale di merito di guerra, dovranno produrre l'originale o copia autentica del relativo brevetto, o del documento di concessione;

n) coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia, ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale, dovranno produrre copia della sentenza emessa a loro carico, o attestazione del prefetto della Provincia in cui hanno residenza, su carta da bollo da L. 40;

o) i coniugati ed i vedovi dovranno produrre lo stato di famiglia su carta da bollo da L. 24, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza e legalizzato dal prefetto;

p) i capi di famiglia numerosa dovranno far risultare dallo stato di famiglia, di cui alla precedente lettera *o*), che la famiglia stessa è costituita da almeno sette figli viventi, computando fra essi anche i figli caduti in guerra.

Art. 6.

I documenti di cui ai nn. 2), 3), 4), 5), 6), 10) e 11) del precedente art. 4, debbono essere in data non anteriore a tre mesi da quella del presente decreto.

La legalizzazione delle firme non occorre per i certificati rilasciati o vidimati dalle autorità residenti in Roma.

I concorrenti che si trovino alle armi per obblighi di leva possono esibire in luogo dei documenti di cui ai nn. 2), 3), 4), 5), 6) e 8) del precedente art. 4, un certificato, su carta da bollo da L. 24, rilasciato dal comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante la buona condotta ed idoneità fisica a coprire il posto al quale aspirano.

I candidati che risiedono in territorio non metropolitano potranno presentare la sola domanda nel termine prescritto, salvo a produrre gli altri documenti non oltre trenta giorni dopo la scadenza di detto termine.

Art. 7.

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso, e quelli che diano titolo di preferenza agli effetti della nomina, debbono essere posseduti prima della scadenza del termine utile per la presentazione delle domande, ad eccezione dei requisiti dell'età di cui gli aspiranti debbono essere provvisti alla data del presente decreto.

Art. 8.

Non si terrà conto delle domande che perverranno dopo il termine fissato nel precedente art. 3 o che risultino insufficientemente documentate.

Non sono ammessi riferimenti a documenti prodotti per la partecipazione ad altri concorsi.

Art. 9.

Gli esami consisteranno in tre prove scritte ed in una prova orale.

Le prove scritte verteranno sulle seguenti materie:

a) nozioni di storia della scienza;

b) lingua inglese;

c) lingua francese o tedesca, a scelta del candidato.

Le prove scritte di lingue estere consistono in una traduzione in italiano con l'uso del vocabolario.

La prova orale verterà sulle materie che formano oggetto delle prove scritte ed inoltre sulle seguenti:

1) nozioni di bibliografia, biblioteconomia, documentazione con ricerche pratiche in schedari;

2) nozioni sulla organizzazione e i compiti del Consiglio nazionale delle ricerche.

In aggiunta alle lingue estere obbligatorie, il candidato può chiedere di essere sottoposto a prova orale di qualsiasi altra lingua.

Art. 10.

La Commissione giudicatrice del concorso sarà costituita a norma dell'art. 5, n. 4, del decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1167.

Art. 11.

Le prove di esame avranno luogo in Roma. I candidati ammessi al concorso avranno tempestiva comunicazione dei locali, del giorno e dell'ora fissati per la prima prova scritta.

Essi dovranno presentarsi agli esami muniti di carta di identità o di altro documento di identificazione.

I candidati ammessi alle prove orali avranno tempestiva comunicazione del relativo orario.

Art. 12.

Per lo svolgimento delle prove d'esame si osserveranno le disposizioni contenute nel capo 6° del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960.

Per ciascuna prova scritta sono assegnate ai candidati non più di sei ore di tempo, che cominciano a decorrere non appena dettato il tema da svolgere.

Scaduto il tempo prescritto i candidati debbono presentare il lavoro, anche se non ultimato.

Art. 13.

Gli esaminatori dispongono ciascuno di dieci punti per ogni singola prova scritta e di dieci punti per quella orale.

Alla prova orale saranno ammessi i candidati che riporteranno una media di almeno sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

Nella prova orale i candidati dovranno riportare non meno di sei decimi.

La votazione è stabilita dalla somma della media dei punti riportati nelle prove scritte e del punto ottenuto nella prova orale.

In aggiunta alla somma di cui al comma precedente la Commissione giudicatrice, per stabilire la votazione complessiva, dispone:

a) di un massimo di tre punti per diplomi o certificati di particolari studi attinenti alle discipline bibliografiche e documentarie;

b) di un massimo di tre punti per pubblicazioni, con particolare riguardo a quelle concernenti le discipline bibliografiche e documentarie;

c) di un massimo di tre punti per ciascuna prova facoltativa di lingua che il candidato sostenga con esito favorevole;

d) di un massimo di quattro punti per effettivi servizi di bibliografia, di biblioteconomia e documentazione, che il candidato abbia già prestati e dai quali risulti che il candidato stesso abbia dimostrato attitudine ai servizi medesimi.

Art. 14.

La graduatoria di merito del concorso sarà formata secondo l'ordine dei punti riportati nella votazione complessiva.

La nomina del vincitore sarà fatta secondo le norme, previste dalle vigenti disposizioni.

In caso di parità di merito saranno osservate le norme di cui al regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, e successive modificazioni. A parità di requisiti la precedenza sarà data al più anziano di età.

Art. 15.

Il vincitore del concorso sarà nominato vice coadiutore di 2ª classe in prova nel ruolo del personale addetto ai servizi speciali dell'Amministrazione centrale del Consiglio nazionale delle ricerche.

Esso dovrà assumere servizio alla data che gli sarà comunicata. In difetto sarà dichiarato dimissionario di ufficio, a norma dell'art. 46 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960.

Durante il periodo di prova, di durata non inferiore a sei mesi, gli sarà corrisposto un assegno mensile pari al dodicesimo dello stipendio iniziale del grado undicesimo, oltre l'indennità di caro-vita e gli altri assegni previsti dalle vigenti disposizioni.

Trascorso il periodo suddetto, e sempre che esso abbia ottenuto il giudizio favorevole del Consiglio d'amministrazione, sarà nominato vice-coadiutore di 2ª classe, con gli assegni inerenti a tale qualifica. Se non sarà riconosciuto idoneo verrà licenziato senza alcun diritto a compenso o ad indennità.

Roma, addì 1° agosto 1952

Il presidente: COLONNETTI

(4005)

PREFETTURA DI GROSSETO

Variante alla graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Grosseto

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI GROSSETO

Visto il decreto prefettizio n. 12763/3ª del 30 maggio 1952, con il quale è stata approvata la graduatoria dei concorrenti dichiarati idonei per il concorso a posti di medico condotto vacanti al 30 novembre 1948;

Considerato che il dott. Rotondo Genesio, vincitore per la condotta di Massa Marittima (2ª), è stato dichiarato decaduto per non aver assunto servizio nel termine prefisso;

Che, pertanto, occorre dichiarare vincitore il concorrente che lo segue in graduatoria del concorso per la detta 2ª condotta di Massa Marittima;

Vista a tal riguardo, la dichiarazione di accettazione della nomina fatta dal dott. Montaini Delfo;

Visto l'art. 26 del regolamento 11 marzo 1935, n. 1265;

Decreta:

Il dott. Montaini Delfo è dichiarato vincitore del concorso per l'assegnazione della 2ª condotta medica di Massa Marittima.

Grosseto, addì 21 luglio 1952

Il prefetto: Russo

(3669)

PREFETTURA DI TERAMO

Variante alla graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Teramo

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI TERAMO

Visto il decreto prefettizio in data 7 febbraio scorso, n. 2541, con il quale è stata approvata la graduatoria di merito del concorso per titoli ed esami a posti di medico condotto vacanti in questa Provincia, di cui al bando 27 dicembre 1950, n. 18466;

Visto il decreto in data 7 febbraio p. p., n. 2542, con il quale si è provveduto a dichiarare i vincitori del predetto concorso e successive modifiche;

Visto che i dottori Volpi Giuseppe, Moschetta Emilio, Sabatucci Salvatore, Di Carlo Antonio e Vicerè Ernesto, vincitori del concorso per la condotta medica di Civitella del Tronto, (3ª zona), hanno rinunciato a detta sede;

Ritenuto di dover dichiarare vincitore per la predetta condotta il concorrente idoneo che segue nella graduatoria i rinunziatari e che ha chiesto quella sede in ordine di preferenza;

Considerato che tale concorrente è il dott. Mastrangelo Beniamino;

Visti gli articoli 26 e 56 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Mastrangelo Beniamino è dichiarato vincitore della condotta medica di Civitella del Tronto (3ª zona).

Il presente decreto sarà inserito e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia di Teramo e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questa Prefettura ed in quello del Comune interessato.

Teramo, addì 24 luglio 1952

Il prefetto: Longo

(3752)

PREFETTURA DI POTENZA

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Potenza

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI POTENZA

Visto il precedente decreto n. 18403 del 14 luglio 1952, che approva la graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto vacanti al 30 novembre 1949 ed il decreto n. 18404 pari data di assegnazione delle sedi messe a concorso;

Considerato che il dott. Santarsiero Vito ha rinunciato alla condotta consorziale di Montemurro ed Uniti;

Ritenuto che il dott. Borghetti Ugo, appositamente interrogato, ha accettato la sede di Montemurro, che aveva chiesto in ordine di preferenza, rinunciando a quella di Grumento Nova, cui era stato in precedenza assegnato;

Ritenuto di dover procedere all'assegnazione per la sede di Grumento Nova del candidato idoneo che segue nella graduatoria;

Visti gli atti d'ufficio;

Visto il combinato disposto degli articoli 26 e 56 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I seguenti candidati sono dichiarati vincitori delle sedi a fianco di ciascuno indicate:

1) Borghetti dott. Ugo di Tommaso: Montemurro ed Uniti;
2) Toscano dott. Vincenzo di Carlo: Grumento Nova.

Il presente decreto sarà pubblicato a termini di legge.

Il presidente del consorzio veterinario di Montemurro ed Uniti e il sindaco di Grumento Nova sono incaricati dell'esecuzione del presente decreto.

Potenza, addì 30 luglio 1952

Il prefetto: Mercadante

(3875)

PREFETTURA DI SAVONA

Variante alla graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Savona

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI SAVONA

Visto il proprio precedente decreto n. 22311 in data 28 novembre 1951, con il quale veniva approvata la graduatoria delle candidate risultate idonee nel pubblico concorso, per il conferimento delle sedi ostetriche vacanti in questa Provincia al 30 novembre 1950;

Visto il proprio decreto pari numero e data, con il quale venivano dichiarate le vincitrici delle condotte messe a concorso;

Considerato che per effetto di rinuncia di alcune concorrenti si è resa disponibile la sede ostetrica di Piana Crixia;

Viste le sedi indicate in ordine preferenziale dall'ostetrica Anselmi Margherita;

Visto il regolamento per i concorsi, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

L'ostetrica Anselmi Margherita è dichiarata vincitrice della condotta ostetrica di Piana Crixia.

Savona, addì 24 luglio 1952

Il Prefetto

(3777)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* — SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.